



L'ASSOCIATION
**DÉFENSE DE
LA DÉMOCRATIE
EN POLOGNE**

IL FAUT DÉFENDRE LA LIBERTÉ DES MÉDIAS EN POLOGNE

Depuis bientôt deux ans le pouvoir exécutif polonais multiplie les atteintes aux libertés fondamentales, au point qu'elles inquiètent les dirigeants européens.

La Commission, plusieurs chefs d'Etats membres, dont Emmanuel Macron et Angela Merkel, le Conseil de l'Europe et la Commission de Venise, la Cour européenne de justice et d'autres organismes ont explicitement condamné des lois et des mesures adoptées, comme autant de remises en cause de l'Etat de droit, fondement de l'Union européenne.

Après avoir paralysé le Tribunal constitutionnel, remis en cause l'indépendance du pouvoir judiciaire (quatre lois dont deux adoptées), le PiS (le parti ultra conservateur Droit et Justice) s'est donné les moyens de prendre le contrôle politique et financier des médias et moyens d'information du pays.

A peine élu, le parlement a adopté, le 28 décembre 2015, une « petite loi » sur les médias, permettant au nouveau pouvoir de remplacer les directeurs des radios et télévisions publiques, mais aussi de licencier en quelques mois 225 journalistes !

Puis, en avril 2016, une « grande loi » a été préparée. Devant les protestations de la rue, des journalistes et des défenseurs de la démocratie et la condamnation de la réforme dans son ensemble par les institutions européennes de façon répétée, le gouvernement a dû se contenter de mesures partielles. Il a constitué un Conseil national de l'audiovisuel de cinq membres, dans lequel il est majoritaire, en lieu et place du KRRIT (l'équivalent du CSA en France), fondé dans les années 1990 qui était, malgré de nombreux dysfonctionnements, indépendant. Résultat : les radio et télévision publiques se limitent à la propagande gouvernementale comme au temps de la Pologne populaire (et dans le même registre !).

Parallèlement, le gouvernement n'a pas ménagé les médias privés, très nombreux et très variés. Ils comptent les principaux quotidiens et hebdomadaires lus par les Polonais, les plus diffusés, plusieurs radios et chaînes de télévision de grande écoute, sans oublier l'internet et les réseaux sociaux. Une insolente indépendance devenue insupportable au pouvoir !

Des mesquineries aux attaques économiques, tout est entrepris pour entraver le travail des médias jugés hostiles : des journalistes ne peuvent entrer à certaines manifestations, y compris à des sessions du parlement ; des organismes publics (bibliothèques, ministères, collectivités locales, etc.) ont l'ordre de mettre un terme à leurs abonnements et annonces publicitaires dans les médias indépendants. Ce qui entraîne des pertes financières considérables pour ces médias privés, tous dans le collimateur du pouvoir.

Les pressions sur les capitaux étrangers investis notamment dans la presse quotidienne régionale se multiplient, en vue de son achat par l'Etat ou des financiers proches du pouvoir. Sous prétexte de lutter contre la concentration et de «repoloniser» la presse, dont certains supports appartiennent, entre autres, aux capitaux allemands, suisses ou américains, les autorités préparent des lois visant à étouffer des voix indépendantes. La violente campagne antiallemande menée récemment par les cercles liés au PIS n'a pas eu d'autre but que de préparer l'opinion publique à ce glissement.

Les professionnels du journalisme subissent de plus en plus de pressions et menaces individuelles, créant un climat de travail intolérable. Les journalistes d'investigation sont les premières cibles, comme Tomasz Piatek, collaborateur de plusieurs médias, auteur d'une enquête publiée sous le titre «Macierewicz et ses secrets», mettant en lumière les liens entre le ministre de la Défense et certains milieux russes.

Il ne faut pas s'y tromper. Avec ces mesures législatives et attaques personnelles, ces intrigues et ces menaces, le pouvoir polonais veut s'assurer le contrôle politique de l'ensemble des moyens d'information pour mener à bien ses projets de réformes autoritaires.

Nous voulons dénoncer des pratiques courantes dans un nombre grandissant des pays, inspirées des mécanismes utilisés autrefois dans les pays prosoviétiques, telles que qu'atteintes persistantes à l'indépendance des journalistes, mensonges, fausses informations... Les pressions subies depuis plusieurs mois par Tomasz Piatek aujourd'hui menacé des sanctions en sont l'illustration, comme les récentes poursuites à l'encontre de Gazeta Wyborcza, principal quotidien indépendant, pour avoir publié une enquête sur les liaisons de l'actuelle Présidente actuelle du Tribunal Constitutionnel mis sous tutelle du gouvernement, et de son Vice-président avec les services secrets polonais.

Un mouvement de protestation collectif s'impose pour lutter contre cet autoritarisme rampant dans plusieurs pays européens. Nous organisons une conférence sur ce thème à Paris le 13 novembre 2017 en partenariat avec des organisations de défense de la liberté de la presse telles que Reporters sans frontières (RSF) et Global Editors Network. Tomasz Piatek, nommé, avec 17 autres journalistes et médias pour le prix le Prix RSF 2017 qui sera décerné le 7 novembre 2017 à Strasbourg par Reporters sans frontières et TV5 Monde, sera invité à s'exprimer devant la presse française, entouré d'autres intervenants. Une présentation détaillée de la situation des médias en Pologne, des actions et projets du gouvernement sera accompagnée des témoignages de journalistes et de juristes des différents pays.

**L'Association Défense de la
Démocratie en Pologne (ADDP)
Paris, le 13 octobre 2017**